

# VOILE IDENTITAIRE *VERSUS* FRANCITÉ INTÉGRALE

## Le choc de deux narcissismes communautaires

Vincent GEISSER

« Les individus entendent faire un usage public de leurs droits privés... Une dépolitisation en profondeur pourra ainsi faire bon ménage avec la radicalité revendicative ».

Marcel Gauchet, *La religion dans la démocratie*, Paris : Éd. Gallimard, 1998.

« Deux erreurs à ne pas faire : aimer ou détester son corps. Y être accroché ou vouloir le supprimer. Narcissisme et haine de soi, argent et suicide ; même substance ».

Philippe Sollers, *Passion fixe*, Paris : Éd. Gallimard, 2001.

On pouvait légitimement s'y attendre : le débat sur l'identité nationale a dérapé et pas sur n'importe quel sujet : l'islam et les musulmans ! Et, contrairement à une idée reçue, la charge xénophobe n'est pas venue exclusivement des citoyens ordinaires de la "France d'en bas" — ces rares individus "volontaires" qui ont accepté de débattre en préfecture — mais bien de la "France d'en haut", à savoir les élites de la majorité gouvernementale qui ont donné "l'exemple", en se focalisant de manière obsessionnelle sur la présence musulmane dans l'Hexagone<sup>1</sup>. Aux premiers rangs de ces "ténors", Nadine Morano, secrétaire d'État chargée de la Famille et de la Solidarité<sup>2</sup>, et Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire de Marseille (UMP)<sup>3</sup>,

1. Cf. NOIRIEL, Gérard, *Racisme : la responsabilité des élites*, Paris : Éd. Textuel, 2007, 111 p.
2. Déclaration de Nadine Morano : « *Moi, ce que je veux du jeune musulman, quand il est français, c'est qu'il aime son pays, c'est qu'il trouve un travail, c'est qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers* », in : "Nadine Morano veut que les jeunes musulmans ne parlent pas verlan", *Nouvelobs.com*, 16 décembre 2009, [http://tempsreel.nouvelobs.com/speciales/politique/contre\\_debat\\_sur\\_lidentite\\_nationale/20091215.OBS0722/nadine\\_morano\\_veut\\_que\\_les\\_jeunes\\_musulmans\\_ne\\_parlent\\_.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/speciales/politique/contre_debat_sur_lidentite_nationale/20091215.OBS0722/nadine_morano_veut_que_les_jeunes_musulmans_ne_parlent_.html)
3. Lors du débat sur l'identité nationale organisé à Marseille le 17 janvier 2010, le maire de la ville, Jean-Claude Gaudin, dénonçait le « *déferlement des musulmans* » sur la Canebière (l'artère historique de la cité phocéenne) lors du match Égypte-Algérie en décembre dernier.

qui ont établi un lien plus que douteux entre la crise identitaire qui traverserait notre société française et le « *mauvais comportement citoyen* » de nos compatriotes de culture et/ou de religion musulmane.

Pourtant, derrière ce qui peut apparaître comme des dérapages verbaux ou de simples “gaffes” de quelques politiciens égarés se profilent aussi des tendances lourdes qui structurent de plus en plus notre champ politique : l’hégémonie d’une conception substantialiste de l’identité française qui tend à opposer deux « *essences irréductibles* »<sup>4</sup>, l’une supposée être l’émanation naturelle de notre substrat historique (la francité), l’autre perçue comme une sorte de “tumeur cancéreuse” sur notre corps national (l’“islamité”), qu’on essaye d’éradiquer, avec plus ou moins de succès, par une “chimiothérapie identitaire”. Mais la métaphore médicale s’arrête là. Car le traitement s’avère nécessairement pire que le mal, et on peut même se demander s’il n’est pas directement à l’origine de la “maladie de l’identité”<sup>5</sup> que connaît notre société en général et notre système politique en particulier.

De ce point de vue, le débat sur l’identité nationale et celui, plus récent, sur le voile intégral (la fameuse burqa évoquant le spectre d’un talibanisme “à la française”) relèvent d’une même dynamique perverse pour la cohésion sociale de la France, confortant une synergie anxieuse et destructrice qui, loin de renforcer le sentiment d’appartenance à une entité nationale, tend à le fragiliser et à le fragmenter. En effet, ce qu’il convient désormais d’appeler la controverse publique identité nationale/voile intégral vient conforter une définition réactionnelle, pour ne pas dire “réactionnaire”, de l’identité française face à une menace supposée commune : l’intégrisme islamique, dont les jeunes filles “emburqanées” seraient à la fois les symboles et les fers de lance.

À écouter et à lire les déclarations de ceux qui se présentent aujourd’hui à l’opinion publique comme les “nouveaux prophètes” de

---

Voir LEROUX, Rémi, “Identité nationale : Gaudin dérape à son tour à Marseille”, *Rue89*, 16 janvier 2010, <http://www.rue89.com/marseille/2010/01/16/identite-nationale-gaudin-derape-a-son-tour-a-marseille-134000?page=6#comment-1249579>

4. NOIRIEL, Gérard, *À quoi sert “l’identité nationale” ?*, Marseille : Éd. Agone, 2007, 154 p. ; GEISSER, Vincent, “Qui veut gagner... l’identité nationale ?”, Éditorial, *Migrations Société*, vol. 21, n° 126, novembre-décembre 2009, pp. 3-8.
5. Un clin d’œil au titre du livre de MEDDEB, Abdelwahab, *La maladie de l’islam*, Paris : Éd. du Seuil, 2002, 222 p.

l'identité nationale et les régénérateurs en puissance du lien social, l'on pourrait croire que l'"islamité" revendicative de quelques centaines d'individus radicalisés dans leurs croyances — il ne s'agit en aucun cas de nier ce phénomène sectaire — est devenue le problème majeur de notre société française, bien avant le chômage, les questions de logement, la sécurité, la crise financière ou encore les menaces environnementales : « *Nous avons réalisé une chose fondamentale : au-delà de la question du voile intégral, il y a une sorte d'islamisation de l'espace public complètement contraire au principe de laïcité et de séparation des Églises et de l'État. Il existe également une emprise du communautarisme dans certains territoires de la société française. Il y a de nombreux exemples très précis dans la vie quotidienne : dans certains collèges, des jeunes filles se font dispenser de gym ; à l'hôpital, des hommes refusent l'intervention de médecins masculins pour leur femme. Il ne faut pas laisser, seuls en première ligne, les enseignants ou le personnel médical face à ces problèmes qui mettent en cause leur conception républicaine de la société* »<sup>6</sup>.

Dès lors, nous assistons en spectateurs impuissants à ce "face-à-face identitaire" (identité nationale/voile intégral) qui laisse peu de place à la nuance : c'est le choc des *sens communs identitaires* et des *narcissismes communautaires* qui tend à triompher sur toute démarche analytique et distanciée, contribuant à réactiver les définitions primaires du "nous" face à un "eux" toujours menaçant<sup>7</sup>. Du côté des "nouveaux prophètes" de l'identité française s'enracine ce sentiment d'avoir une mission civilisatrice face au retour en force des « *barbares* »<sup>8</sup> qui mettent en péril nos valeurs fondamentales : la liberté, le principe de l'égalité entre hommes et femmes et bien sûr notre sacro-sainte laïcité : « *Non, je suis désolé [...], la burqa ce n'est pas une question religieuse. Il faut refuser cet amalgame. La burqa ce sont des extrémistes qui testent la République* »<sup>9</sup>. Du côté des sceptiques, voire de ceux qui, par principe, défendent le port du voile intégral, l'argu-

6. Extrait de l'entretien d'André Gerin, député-maire (PCF) de Vénissieux, président de la mission parlementaire sur le voile intégral, *Le Point* du 10-12-2009, <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2009-12-10/andre-gerin-pcf-la-burqa-n-est-pas-un-signe-religieux/920/0/403759>

7. Cf. ROMAN, Joël, *Eux et nous*, Paris : Éd. Hachette-Littératures, 2006, 152 p.

8. TODOROV, Tzvetan, *La peur des barbares : au-delà du choc des civilisations*, Paris : Éd. Robert Laffont, 2008, 311 p.

9. COPÉ, Jean-François, "Le risque, c'est que la burqa devienne du dernier chic", *Le Monde* du 7-1-2010, [http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/01/07/jean-francois-cope-le-risque-c-est-que-la-burqa-devienne-du-dernier-chic\\_1288657\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/01/07/jean-francois-cope-le-risque-c-est-que-la-burqa-devienne-du-dernier-chic_1288657_3232.html)

ment de la liberté est également brandi, allant jusqu'à célébrer le combat féministe des "emburqanées" promues en nouvelles madones de la liberté d'expression<sup>10</sup>, versant parfois dans un relativisme culturel tout aussi radical : « *Quelle différence entre un État qui contraint à s'habiller d'une certaine manière dans les lieux publics comme l'Arabie saoudite, et un autre qui interdirait de se vêtir de cette manière ? Toutes proportions gardées, il est néanmoins indéniable que dans les deux cas les droits fondamentaux de la personne sont violés* »<sup>11</sup>.

De part et d'autre, on tend à invoquer les libertés fondamentales et le droit des personnes pour légitimer des postures de type essentialiste sur lesquelles les critiques raisonnées et raisonnables ont finalement peu de prise. En effet, on ne peut qu'être frappé par la similarité des deux démarches argumentatives<sup>12</sup> : définition substantialiste des appartenances sociales, rapport angoissé aux identités perçues comme allogènes, vision "civilisationnelle" du monde, prosélytisme sélectif, tendance à considérer un localisme comme un universalisme, etc. D'un côté l'identité française considérée comme substance éternelle, de l'autre l'"islamité" comme identité totale ; d'un côté la peur de la contagion de la francité par des éléments étrangers, de l'autre la volonté de protection littéraliste d'une identité musulmane face aux interprétations dites "contextualisantes" du Coran ; d'un côté une vision de plus en plus restrictive de l'accès à la nationalité française, de l'autre un embrigadement méthodique des croyants musulmans sur le thème de l'élection (les "élus de Dieu") ; d'un côté la France comme expression de l'occidentalité triomphante, de l'autre l'islam comme incarnation d'une civilisation supérieure ; d'un côté un localisme franco-français porté au rang d'universalisme démocratique, de l'autre une démarche sectaire et minoritaire (le

10. Le directeur de l'Observatoire du religieux de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Raphaël Liogier, va jusqu'à comparer les filles portant le *niqab* (voile intégral) à des « *féministes des temps modernes* », dans FÉO, Agnès de, *Il y a des femmes derrière la burqa*, documentaire vidéo de 42 minutes, <http://www.dailymotion.com/video/kmi4N7NJ9Pg6Va1lvpe>

11. LIOGIER, Raphaël, "La chasse à la burqa est-elle ouverte ?", *Le Monde* du 12-1-2010, [http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/01/12/la-chasse-a-la-burqa-est-elle-ouverte-par-raphael-liogier\\_1290636\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/01/12/la-chasse-a-la-burqa-est-elle-ouverte-par-raphael-liogier_1290636_3232.html)

12. Cf. GEISSER, Vincent, *Niqab : une instrumentalisation politique peut en cacher une autre*, vidéo, [www.oumma.com](http://www.oumma.com) : <http://www.oummatv.tv/Niqab-une-instrumentalisation>

salafisme dans sa version wahhabite<sup>13</sup>) conçue comme réalisation parfaite de l'idéal prophétique.

Le plus grave est que ces narcissismes communautaires fondés sur des visions essentialistes des identités sociopolitiques produisent des effets de réalité, finissant par "gagner" les plus nuancés d'entre nous, avec en arrière-plan un sentiment d'angoisse, voire d'agression. Je témoignerai ici simplement des réactions que j'ai pu recueillir ici et là dans la communauté musulmane de France, majoritairement hostile au port du voile intégral et qui tend pourtant à en faire aujourd'hui le porte-drapeau d'une liberté de conscience menacée. En somme, le débat sur l'identité nationale, couplé pernicieusement à celui sur les "dangers de la burqa", a contribué à asseoir un *senti-*ment de coappartenance communautaire, y compris chez ces "musulmans sociologiques" émettant des points de vue extrêmement critiques à l'égard des groupes politico-religieux prônant le port du voile intégral. Avant les dérapages sur l'identité nationale et sur le "péril burqiste", les débats ne concernaient qu'un petit cercle d'initiés au sein de la communauté musulmane. Aussi surprenant que cela puisse paraître, les organisations musulmanes réputées "conservatrices", telles que l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), le Collectif des musulmans de France (CMF), le Rassemblement des musulmans de France (RMF), la Grande Mosquée de Paris, etc., avaient déjà, depuis un certain nombre d'années, développé une forme de pédagogie préventive antiburqa, mettant en garde leurs fidèles et leurs sympathisants contre les excès de tels mouvements sectaroreligieux<sup>14</sup>. Quant aux profanes et aux "musulmans culturels", le débat n'avait pas de raison d'être.

Avec la focalisation obsessionnelle sur l'islam en général et sur les ravages de l'"intégrisme islamique" en particulier, les lignes du débat se sont brutalement déplacées, suscitant une certaine radicalisation, moins d'ailleurs chez les croyants affiliés aux organisations

---

13. Cf. AMGHAR, Samir, "Le salafisme en France : de la révolution islamiste à la révolution conservatrice", *Critique Internationale*, n° 40, 2008, pp. 95-113.

14. Dans son ouvrage sur le fait religieux en France, Nicolas Sarkozy a d'ailleurs remercié l'UOIF pour sa collaboration précieuse dans la lutte contre le salafisme : « *La réalité, c'est que l'UOIF mène, sur le terrain, un travail utile contre des adversaires autrement plus dangereux pour la République : les salafistes* ». SARKOZY, Nicolas (entretiens avec Thibaud COLLIN et Philippe VERDIN), *La République, les religions, l'espérance*, Paris : Éd. du Cerf, 2004, 172 p.

musulmanes que chez ces “musulmans identitaires” sans appartenance organisationnelle précise. C’est paradoxalement dans ce dernier groupe que va se développer un discours héroïque sur les “femmes emburqanées”, érigées en nouvelles pionnières d’une liberté de conscience menacée et en martyres de la xénophobie dominante. On touche là aux limites et surtout aux effets pervers d’une éventuelle “loi antiburqa”.

Si l’objectif d’une loi est bien de contribuer à limiter la propagation d’un phénomène jugé nocif pour la cohésion sociale, alors on peut raisonnablement penser que c’est tout le contraire qui risque de se produire : avec le vote d’une telle loi, ce n’est plus entre 300 et 400 burqas que l’on recensera en France, mais des milliers, voire des dizaines de milliers, brandies comme étendard d’une liberté narcissique et signe de résistance au rouleau compresseur identitaire (sous-entendu celui activé par la majorité).

Au final, on est en droit de s’interroger sur l’absence de vision politique à long terme dont font preuve les promoteurs et les défenseurs de la “loi antiburqa” : leur intention correspond-elle bien au désir de contenir le phénomène ? Si oui, pourquoi ne prennent-ils pas en compte les effets pervers qui se manifestent déjà ici et là chez ceux qui se perçoivent comme des “victimes” et qui pourraient bientôt apparaître dans les communautés musulmanes de France comme de véritables “martyrs de la cause” ? C’est d’ailleurs l’objectif recherché par un certain nombre de ces mouvements politico-identitaires salafistes qui ne cessent de persuader les jeunes croyants qu’ils ne sont pas français et que leur “vraie terre” se situe “ailleurs”, à quelques milliers de kilomètres de nos banlieues, quelque part dans le désert saoudien<sup>15</sup>. En faisant de l’éradication de la burqa leur priorité du moment, et ceci pour conforter leur position de pouvoir et masquer leur panne d’imaginaire politique, les “nouveaux prophètes” de l’identité nationale se transforment inévitablement en apprentis sorciers.

Paris, le 20 janvier 2010

15. Certains mouvements salafistes prônent à leurs fidèles la *hijra* (l’émigration), en référence à l’émigration du Prophète et de ses Compagnons vers Médine, c’est-à-dire le retour en terre musulmane. Simultanément, ils persuadent les jeunes croyants que leur identité française n’est que purement fictive et instrumentale. Voir LE BARS, Stéphanie, “Rêve d’islam”, *Le Monde* du 19-1-2010.